

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 36 (1978)

Heft: 4

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Théorie dynamique des prix. Etudes de l'ajustement du marché dans le cas d'information incomplète¹

Le problème de l'existence (dans le court et dans le long terme) d'un lien inverse entre taux d'inflation et taux de chômage a donné lieu à toute une série de travaux depuis la découverte par Phillips, en 1958, d'une relation statistique entre le taux de chômage et le taux de variation des salaires nominaux.

Le problème crucial est celui des effets d'une variation de la demande globale. Une modification de l'équilibre peut avoir des effets sur les prix ou sur les quantités et ceci a des implications importantes pour la forme de la courbe de Phillips.

René Kästli présente dans ce livre une analyse dynamique des marchés des biens finis afin d'étudier ces effets. Son modèle est basé sur le comportement d'un vendeur représentatif qui dispose d'une information incomplète, en particulier en ce qui concerne la demande de ses produits. Il suppose que les vendeurs fixent les prix et que les marchés ne soient pas en équilibre à cause d'un manque d'informations. La réaction du vendeur représentatif sera différente selon que l'augmentation de la demande sera considérée comme transitoire ou systématique. Le lien entre le prix nominal et prix relatif est stochastique et dépend du niveau général des prix prévus.

L'auteur s'inspire des travaux de Phelps («Microeconomic Foundations of Employment and Inflation Theory») et présente un modèle simple du comportement du vendeur. Bien qu'il exprime le profit en utilisant une fonction où le temps figure en indice, son résultat n'est valable que dans le cas où le profit ne dépend pas du temps. D'autres hypothèses très restrictives réduisent quelque peu la portée des résultats obtenus.

René Kästli indique enfin les implications empiriques de son modèle. Un test statistique aurait donné beaucoup plus de poids à la théorie développée dans ce livre. L'auteur semble partager cette opinion, mais précise que ceci aurait dépassé le cadre qu'il s'est fixé. La formalisation des idées courantes sur les marchés en déséquilibre n'est pas facile. La tentative de Kästli mérite d'être soulignée.

AURELIO MATTEI

La macro-économie appliquée. Une présentation critique²

La combinaison d'une présentation de la théorie macro-économique avec les résultats empiriques d'un modèle économétrique a été essayée avec beaucoup de succès par M. K. Evans dans son manuel «Macroeconomic Activity». Jacques Mazier, maître de conférences agrégé à l'Université de Rennes et ancien chargé de mission à la Direction de la prévision du Ministère français de l'économie et des finances, suit un cheminement similaire. Son ambition est toutefois plus modeste. Il ne présente qu'un résumé de ce qu'il

appelle la théorie établie (modèle keynésien avec des éléments néo-classiques). La critique de cette théorie occupe par contre une place privilégiée dans ce livre. L'auteur souligne toutes les faiblesses des différents modèles. Il propose un nouveau schéma théorique basé sur l'accumulation du capital et la répartition des revenus. L'inspiration vient naturellement des travaux de Marx et de l'école de Cambridge.

Le modèle STAR (Schéma Théorique d'Accumulation et de Répartition), élaboré par Mazier en collaboration avec des économistes de la Direction de la prévision, cherche à exprimer d'une manière formelle les idées des auteurs postkeynésiens et marxistes. Il s'agit d'une tentative très intéressante car elle permet une vérification empirique de ces théories. Le modèle a été estimé sur des données françaises, mais l'auteur présente aussi des résultats pour les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Le modèle conserve la structure keynésienne de la demande. L'innovation principale se trouve dans l'approche de la répartition des revenus qui dépend de l'accumulation du capital et du rapport de force entre salariés et capitalistes.

En ce qui concerne l'accumulation du capital, l'auteur utilise les théories de M. Kalecki et de Joan Robinson. Il souligne les problèmes très connus liés à l'évaluation du stock de capital, mais ceci ne l'empêche pas d'estimer le taux d'accumulation. Ce taux est exprimé en fonction du taux de profit et d'un ratio de la structure financière des entreprises.

La répartition du revenu entre salariés et capitalistes dans le modèle STAR dépend du taux d'intensification du capital et du nombre de conflits résolus. Cette dernière variable, qui devrait exprimer le rapport des forces entre salariés et capitalistes, n'est pas très significative. On ne peut pas dire que les résultats empiriques confirment le schéma théorique proposé.

Les prix assurent la cohérence entre le profit qui résulte de l'équation de répartition du revenu et le profit exprimé en fonction de la productivité du capital et de l'endettement des entreprises.

La liaison entre les phénomènes réels et financiers est réalisée à l'aide d'un secteur financier formé par une équation qui relie les actifs financiers des ménages à l'endettement des entreprises. L'Institut d'émission ne joue aucun rôle dans le modèle STAR. Pour l'auteur, la monnaie ne constitue qu'un phénomène induit et relativement passif par rapport à la distribution de crédit qui est le mécanisme moteur.

Une confrontation entre le modèle STAR et les modèles qui s'inspirent de la théorie établie aurait été très utile pour juger de l'intérêt à explorer la voie suivie par l'auteur. Malheureusement aucune indication n'est donnée et ceci réduit l'importance des interprétations et explications proposées.

AURELIO MATTEI

L'ère du capital³

L'Angleterre a de grands historiens d'inspiration marxiste. Après Maurice Dobb, Eric Hobsbawm s'intéresse à l'évolution du capitalisme. « *L'ère du capital* » succède à « *L'ère des révolutions* ». La traduction française qui vient de paraître illustre les qualités et les défauts de

cet historien «d'humeur», dont on ne sait s'il tire certains paradoxes de la dialectique marxiste ou de l'humour britannique. Le sérieux de l'entreprise est en tous cas indiscutable. L'expression brillante masque une documentation immense et une analyse qui porte sur tous les aspects de l'évolution de l'humanité.

On lit au dos du livre avec étonnement que l'ouvrage «constitue la première grande étude approfondie des années 1848–1875». Son mérite est plutôt de rajeunir un exposé classique par une présentation très intelligemment marxiste. Ce qui s'est passé entre les deux dates retenues ne prête guère à équivoque. Seuls se posaient à l'auteur des problèmes de méthode, tels que l'unité et l'intitulé de la période choisie. Les années 1848–1875 forment-elles un ensemble dont l'étiquette la meilleure serait «l'ère du capital»?

Sur le plan politique, 1848 est évidemment une année charnière. 1875 ne l'est pas autant, mais il est vrai que l'importance de certains pays (France, Russie) recule alors par rapport à celle de l'Allemagne ou des Etats-Unis.

Sur le plan économique, les années 1848–1873 correspondent à une phase d'expansion, la période ascendante d'un cycle Kondratieff. Encore faut-il noter que la période précédente était déjà d'expansion, malgré une tendance déflationniste. Elle est favorable au point de vue infrastructurel (la construction ferroviaire est intense entre 1840 et 1848 dans les principaux pays) et au point de vue social (le salaire réel augmente grâce à la baisse des prix des articles courants). Sans doute, il y eut crise en 1847, mais c'est l'une de ces crises décennales que le XIX^e siècle résolvait rapidement. Par contre la fin de la période est bien marquée puisque le krach de 1873 inaugure «la grande dépression». E. H. signale (p. 20) que «1873 est l'équivalent victorien du crash de Wall Street en 1929», mais note aussi (p. 74) que cette grande dépression n'eut rien d'aussi dramatique que celle de 1929–1934». Le tournant de l'histoire est indiqué par le retournement d'une politique commerciale qui devient protectionniste et par l'accélération de tendances déjà amorcées telles que la constitution d'ententes de producteurs.

L'étiquette «L'ère du capital» est moins facile à défendre que l'unité de la période. L'introduction la justifie par deux arguments: l'extension mondiale d'un système jusque-là limité à l'Europe et dénommé alors «capitalisme», ainsi que la parution du chef-d'œuvre de Karl Marx. Eut-il tant de succès à ce moment-là? L'auteur reconnaît d'ailleurs que l'unification capitaliste n'est pas totale: bien des pays, y compris européens, sont encore victimes des caprices du climat plutôt que des vicissitudes du marché mondial. D'autre part, il faut bien dire que l'essor du capital est antérieur à 1848 (l'Angleterre a imposé son commerce à l'Amérique latine et aux Indes bien avant) et que le marché capitaliste continuera à s'étendre après 1875 malgré le retournement protectionniste. En bref, on voit mal pourquoi les années 1848–1875 seraient spécialement «l'ère du capital». L'auteur a mieux démontré la spécificité politique de la période: le nationalisme a progressé vigoureusement à partir de ce «printemps des peuples» que fut 1848.

L'idée centrale du livre est marxiste sans arbitraire. La révolution politique de 1848 a été «absorbée» par l'expansion du capitalisme. La colonisation compte peu entre 1848 et 1875, mais la découverte des mines d'or et le progrès des moyens de communication (marine, télégraphe) ont donné un coup de fouet à l'économie capitaliste. Une infrastructure favorable a «gommé» une superstructure désastreuse, au moins en France: Hobsbawm, comme son maître, a horreur de Napoléon III, comparé à Hitler, mais «lui n'était même pas fou».

Le capitalisme a étendu son emprise en se diversifiant. E. H. marque bien les différences entre les capitalismes de l'Angleterre et du continent. En Angleterre, la noblesse incorporait systématiquement les hommes d'affaire. La véritable coupure sociale y était entre les ouvriers et les pauvres, alors qu'en Allemagne elle séparait le prolétariat dans son ensemble de la bourgeoisie, elle-même séparée encore pour un temps de la noblesse.

L'unité du système est assurée par la bourgeoisie, ou mieux «le monde bourgeois» qui est un ensemble spécifié dans tous ses éléments. Il commande aussi bien l'évolution culturelle que l'activité économique. Les résultats qu'il obtient sont inégaux à cause de ses contradictions: sur le plan idéologique en particulier: «la société demande à l'art d'apporter un contenu spirituel à la plus matérialiste des civilisations». Cette contradiction aboutit à l'art pour l'art: la bourgeoisie ne produit rien de compatible avec elle (p. 396). Les formules de E. H. outrepassent parfois le réel. «La passion de restaurer ravagea l'Europe comme une épidémie» (p. 378). On lui doit d'avoir encore Vézelay. «Les romans se contentent de décrire la réalité quotidienne.» Ce n'est juste ni pour Flaubert ni pour Dostoïevski. Mais on retiendra qu'à cette époque «la révolution dans l'art et l'art de la révolution commencent à diverger» (p. 394).

Il arrive que l'auteur, après avoir affirmé, rectifie le tir. Ainsi, «la religion ne présente durant notre période qu'un intérêt assez mince», mais E. H. signale ensuite que Lourdes commence à attirer les foules. En bon marxiste, il l'accuse d'encourager l'obscurantisme des masses, tout en notant que l'Eglise catholique seule s'est dressée contre le programme bourgeois (le Syllabus est de 1864). L'influence de Max Weber sur Hobsbawm s'exprime dans d'heureuses formules comme «la bourgeoisie est trop encline à croire que tout ce qui a une valeur (financière ou spirituelle) exige un renoncement initial au plaisir» (p. 386).

Karl Marx est plutôt signalé au fil des analyses que traité en bloc. Parfois naïvement (p. 351): «Seuls des penseurs révolutionnaires comme Marx pouvaient aisément concevoir des situations où le résultat de $2 + 2$ n'était pas nécessairement 4.» On s'étonne de lire que Marx n'envisagea jamais vraiment l'hypothèse d'un passage direct du communisme villageois au développement communiste (p. 220) alors que la préface à l'édition russe du Manifeste communiste mentionna cette possibilité.

Le même parti-pris dessert Proudhon dont la théorie «n'offre pas beaucoup d'intérêt» (p. 223), mais qui est traité de peintre par compensation (et par confusion avec Prudhon!). Quelques autres erreurs de vocabulaire sont dues sans doute au traducteur. C'est une internationale «ouvrière» et non «travailleuse» qui fut fondée sous l'inspiration de Marx en 1864 et non pas en 1873 comme dit E. H. De même la théorie du «fonds de roulement» est d'habitude mentionnée sous «fonds des salaires» (p. 298).

Mais aucun ouvrage ne contient des analyses aussi fines sur des sujets aussi différents que l'habillement des bourgeois, l'éducation de leurs filles (avec piano!), le progrès des sciences naturelles, les causes des migrations internationales... Sans être le plus convaincant, c'est assurément le plus tonique des réquisitoires contre l'époque libérale.

JEAN VALARCHÉ

L'Europe et les ressources de la mer ⁴

Jadis, Frédéric Bastiat prévoyait la chute des utilités onéreuses dans le domaine de la gratuité et attribuait ainsi à l'économie industrielle le mérite de diminuer constamment le prix des biens pour le consommateur. A la limite, vers laquelle l'économie tend sans l'atteindre jamais, les produits seraient gratuits. Les vues de Bastiat ont été confirmées en ce sens que le coût réel des biens alimentaires et industriels n'a cessé de s'abaisser et se réduit encore chaque année. En revanche, des biens alors gratuits (l'eau, l'air, les matières du sous-sol, le sol lui-même dans les pays neufs) prennent de la valeur car ils deviennent rares. C'est ce second aspect des choses que Bastiat n'avait pas entrevu.

Si le développement de la croissance est en voie d'épuiser les ressources matérielles disponibles actuellement, dans quelle mesure les richesses de la mer peuvent-elles prendre la relève? Trois auteurs se proposent de répondre à cette question. MM. H. Loubergé et H. Schwamm sont conseillers d'institutions océanologiques; quant à M. O. Giarini, ancien directeur à l'Institut Battelle, il est membre du Club de Rome. L'ouvrage, remarquablement documenté, soulève une foule de problèmes que les profanes, qui sont légions dans un pays d'eau douce, ignorent généralement. De plus, les faits et les thèses sont présentés avec une grande clarté. Il n'est pas une page qui ne soit accessible à des lecteurs dépourvus de toute connaissance en la matière. On découvre un monde, et c'est toujours une grande satisfaction pour l'esprit lorsqu'une telle exploration s'opère en compagnie de guides sûrs.

Le sujet est traité sous trois angles. Il est d'abord question des ressources vivantes, puis des richesses minérales que contient l'eau de mer, enfin des ressources du fond et du tréfonds des océans. D'emblée, les auteurs nous préviennent qu'il serait vain et dangereux de nous bercer d'illusions: la mer n'est pas une corne d'abondance. A lui seul, l'océan ne peut garantir la poursuite du développement économique. Une telle prudence est preuve d'une sagesse que le lecteur éprouvera quelque peine à partager lorsqu'il apprend que la production des océans s'élève à cent trente milliards de tonnes de matières organiques par année. Or, aujourd'hui encore, l'homme tire surtout des mers de la nourriture animale et néglige largement le potentiel végétal.

On n'est pas davantage enclin au pessimisme en découvrant que la récupération des substances dissoutes dans l'eau de mer permettrait de recouvrir les terres émergées d'une couche de minerai de 150 mètres de hauteur (p. 198). Tout sentiment de sinistrose disparaît en se rendant compte que les seules nodules qui gisent au fond du Pacifique représentent 1500 milliards de tonnes, dont 360 de manganèse, alors que les réserves terrestres de ce minerai se montent à moins d'un milliard de tonnes (p. 141). Mais tout catastrophisme s'évanouit définitivement lorsqu'on sait que cette richesse fabuleuse, contrairement aux gisements terrestres actuellement exploités, *se reproduit* à l'échelle de l'homme. En effet, sur la pente continentale, la croissance de ces nodules atteint de 0,01 à 1 mm par année (p. 144).

Ces faits étant rappelés, il n'en demeure pas moins que de très graves problèmes se posent aujourd'hui; ils découlent principalement de la surexploitation manifeste de la pêche. Cela provoquera rapidement la disparition de certaines espèces si cette activité se poursuit en toute liberté. L'inefficacité des mesures prises jusqu'ici est démontrée. En outre, tout est à craindre de la part de ceux qui considèrent la mer comme une poubelle. Notons encore que la chaîne alimentaire est beaucoup plus longue en mer que sur terre. De l'herbe

jusqu'au bœuf, il n'y a qu'une étape. En mer, on en note souvent trois avant d'obtenir les poissons pélagiques, les plus prisés par l'homme (le phytoplancton est absorbé par le zooplancton, lui-même mangé par les petits poissons qui servent à leur tour de pâture aux poissons pélagiques). Or, chaque passage représente une perte d'énergie estimée à 90%. Pour obtenir 10 kg de thon, il faut 10⁴ kg de phytoplancton. Le milieu marin se caractérise par une productivité physique faible et par un rendement très médiocre.

D'autre part, pour extraire les matières premières de l'eau de mer, il faudrait aujourd'hui dépenser 5 pour obtenir une valeur de 2. L'utilisation de telles richesses provoquera donc un abaissement du niveau de vie de nos populations dans le pire des cas, c'est-à-dire en l'absence de tout progrès technique (hypothèse peu vraisemblable il est vrai). Enfin, l'exploitation des nodules, dont il est déjà tant question cette année à la Conférence sur le Droit de la Mer, fournirait des minéraux dans des proportions qui ne correspondraient nullement à la consommation. Ainsi, le rapport des consommations mondiales actuelles de cuivre, de nickel et de cobalt s'établit à 266, 27½ et 1, alors que dans les nodules, ces métaux se trouvent dans les proportions de 3, 4 et 1. Une telle mise en valeur, qui nécessiterait des fonds considérables, ne pourrait être assurée par le tiers du monde, qui perdrait par ailleurs sa principale source de revenus. On voit combien ces problèmes sont complexes, même lorsqu'ils sont posés avec autant de maîtrise par des auteurs particulièrement qualifiés.

FRANÇOIS SCHALLER

L'échange sans marché⁵

Il s'agit d'un ouvrage de théorie pure dont l'auteur, M. Jean-François Besson, est maître de conférences aux universités d'Orléans et de Paris IX. Son intention est de renouveler l'analyse dans le domaine de l'économie publique. Il propose un choix nouveau des concepts ainsi que des méthodes d'évaluation. Le tout entraîne une formalisation originale. Comme on ne peut situer un phénomène que par rapport à un autre, les deux premiers chapitres sont consacrés à l'échange *de* marché, qui permet à l'acquéreur d'un bien d'exclure autrui de son utilisation ou de l'utilité qu'il procure (p. 42). Le système néglige la fonction sociale d'objectif. Son étude se concentre traditionnellement sur la notion d'optimum de production, et de réalisation de l'équilibre. L'indétermination concernant l'allocation optimale des ressources demeure entière. De plus, dans l'hypothèse de gains d'échelle croissants, le système tend à se détruire lui-même par l'absorption ou l'élimination de certains producteurs. La concurrence est alors en voie de disparition. Il se peut aussi qu'une entente intervienne afin d'assurer la survie d'un groupe. Dans l'un et l'autre cas, il y aura oligopole, si ce n'est monopole.

On passe, au cours des deux chapitres suivants, à la théorie de l'échange *sans* marché. Cette économie publique n'est pas absolument autonome ; elle se développe parallèlement à l'économie de marché avec laquelle elle est en rapports. Dans semblable économie mixte, les biens publics ne font pas moins l'objet d'échanges (du fait qu'aucun bien n'est réellement gratuit), mais de tels échanges s'opèrent hors marché. On peut d'ailleurs imaginer un équilibre public concurrentiel, si le comportement de l'Etat-producteur se rapproche de celui des offreurs privés. C'est l'optimum de Pareto, dont il sera constamment question dans

cette étude. L'étendue du domaine des échanges hors marché est naturellement fonction de choix politiques au sujet de la forme d'organisation non marchande de la société. Dans un Etat composé de citoyens libres et égaux en droit, il n'est prélevé sur les individus que la part de liberté nécessaire pour garantir chacun contre le risque de la perdre (p. 17).

La fonction sociale d'objectif et la fonction publique d'organisation sont ensuite étudiées. D'emblée, l'auteur se heurte au problème classique de l'incommensurabilité des utilités individuelles. Tout ce qui a déjà été écrit sur le problème n'a pas fait beaucoup avancer les choses. Une solution pleinement satisfaisante ne suppose-t-elle pas l'élimination des préférences individuelles? Mais, changer la nature de l'homme est une entreprise encore hors de notre portée, et d'ailleurs non nécessairement souhaitable. Notons au passage que, selon Wicksell, l'Etat ne peut voter une dépense sans déterminer simultanément les moyens de la financer. Sage principe, trop souvent oublié. L'auteur nous parle ici de l'échange politique et de la théorie de la planification. Il formule une nouvelle théorie du comportement individuel en ce sens qu'il étend les choix, au-delà de l'échange marchand, aux rapports sociaux associés à des biens ou à des ressources collectifs. Quant aux choix d'organisation en matière de biens collectifs, ils supposent l'abandon des rationalités individuelles. Le cheminement suivi n'est pas sans danger: il faut admettre que les consommateurs n'ont de la souveraineté que l'apparence, et le caractère illusoire de leur rationalité est affirmé (p. 155). Cela peut mener fort loin. De même, dans le parallèle entre l'organisation privée et l'organisation publique, on risque de s'abuser si on oublie que l'adhésion à la première est libre, alors que l'appartenance à la seconde ne l'est pas nécessairement.

Dans l'intérêt que présente l'échange pour le consommateur, il est d'abord question de la rente du consommateur, qu'on appelle ici le surplus. Cette rente est ensuite étendue à la collectivité et le débat est alors porté, plus fondamentalement, sur les possibilités de mesure exacte du surplus lui-même. Le chapitre IX traite du choix des impôts et de l'efficacité économique. Partant de l'optimum de Pareto, on se demande si, le système de prix ne coïncidant pas par hypothèse avec l'optimum, la politique fiscale peut ou non contribuer à réduire cet écart. Les théories des nombreux auteurs sont ici résumées de manière à permettre au lecteur de se faire une opinion sur l'état de la recherche en la matière.

Les choix de la collectivité envers l'avenir (chapitre X) posent un problème d'autant plus important qu'on admet aujourd'hui qu'une ou plusieurs générations peuvent compromettre le sort de celles qui viendront ensuite (détérioration de l'environnement, épuisement des matières premières, etc.). Certes, l'individu a toujours considéré l'avenir, à défaut de quoi il n'y aurait jamais eu ni épargne ni investissement. Cependant, sa vue est courte et ne s'étend généralement pas au-delà de sa vie et de celle de ses enfants. S'il n'est pas absolument hors de doute que la collectivité ait une vue si étroite, il est certain, en revanche, que les réactions de l'individu seront différentes selon que le bénéfice de ses initiatives est réservé à ses héritiers directs ou à la société.

Les deux derniers chapitres sont consacrés à la fonction sociale de transfert. Alors que l'échange a pour objet d'assurer des équivalences entre les individus à partir d'une position donnée et afin d'en tirer un résultat avantageux, la fonction de transfert, elle, modifie la position des individus dans la société. Le transfert ne peut donc se justifier qu'en vertu de l'objectif de l'organisation non marchande (p. 229). La mesure de ses effets ne sera pas chose

aisée. Il existe un nombre illimité de possibilités de répartition des dotations initiales en ressources. Donc, il existe aussi un nombre illimité d'allocations optimales au sens de Pareto. Dans ces conditions, l'indétermination est totale quant à l'optimum de transfert.

Certains lecteurs finiront probablement par se demander si, à force de chercher plus de perfection dans une théorie économique et d'oublier qu'elle n'est par nature qu'une approximation du réel, on ne débouche pas effectivement sur une indétermination aussi générale que paralysante.

FRANÇOIS SCHALLER

Où en est l'économie fribourgeoise? ⁶

Le colloque dont cette publication rend compte se proposait de répondre à cette question. L'objectif est pleinement atteint. Quiconque lira cette centaine de pages sera renseigné sur les caractéristiques économiques de ce canton, son évolution, les lignes de force et les faiblesses d'une croissance qui fut rapide. Et qui ne lira pas cette étude continuera probablement de se faire de l'économie fribourgeoise une idée erronée sur la base de clichés dépassés. Les cinq personnalités qui rédigèrent ces textes ont chacune le don de dégager l'essentiel, et ce sens de la synthèse s'allie à un style souvent percutant. Une telle lecture est donc aussi agréable qu'utile.

Le professeur Gaston Gaudard, recteur de l'Université de Fribourg, spécialiste des problèmes d'économie régionale, insiste dans son introduction sur la nécessité de contrôler le développement, afin que l'orientation de celui-ci demeure conforme aux normes initialement fixées. Seul, ce genre de «contrôle de gestion» permettra les actions correctives. La présente étude répond à cette exigence.

M. Guy Macheret, directeur de l'Office de développement, nous fait prendre contact avec les réalités d'un canton où les moins de vingt ans représentent le 35% de la population (24% à Genève). En 1976, la natalité a été environ deux fois plus élevée qu'en moyenne suisse, et neuf fois plus que dans le canton de Neuchâtel. On se permettra de dire qu'une telle évolution nous paraît réellement inquiétante, mais pour Neuchâtel et non pour Fribourg. Quant à la répartition des activités par secteurs, elle donne, en comparaison suisse, 16,4% (6,2%) pour le primaire, 41,5% (44,4%) pour le secondaire, et 42,1% (49,4%) pour le tertiaire. Après avoir souligné avec autant de courage que d'honnêteté le rôle bénéfique des sociétés multinationales établies dans le canton, M. Macheret s'étonne des comparaisons intercantionales du revenu qui s'établissent invariablement en termes nominaux et non en termes réels pourtant seuls significatifs. Il place ses espoirs dans la recherche et la technologie de pointe, conclusion qui ne s'applique pas moins à l'ensemble de l'économie suisse.

C'est toute la contribution de M. le professeur Valarché qu'il faudrait reproduire ici, tant elle est dense. L'économie fribourgeoise s'est transformée davantage depuis la fin de la guerre qu'au cours du siècle antérieur. Comme la Suisse, elle est aujourd'hui à prédominance industrielle. Dès lors, peut-on dire qu'elle n'a pas «décollé»? Certes, 31,2% des Fribourgeois actifs travaillent hors de leur canton. Même en temps de prospérité, on ne peut assurer du travail à tous. L'activité agricole ne rapporte peut-être pas autant que d'autres. Beaucoup d'usines fribourgeoises dépendent de centres de décision extérieurs au canton. A coup sûr, l'exode des forces vives est dû au retard de l'industrialisation et du tertiaire davantage qu'à la démographie. Plusieurs raisons, remarquablement exposées par M. Valarché, expliquent un retard relatif de la croissance. Pourtant, les aspects positifs ne manquent pas.

Industriel et vice-président de la Chambre fribourgeoise du commerce et de l'industrie, M. Bernard Schneider a plusieurs études économiques à son actif. Il nous donne ici le point de vue des industriels fribourgeois avec l'art consommé qui est le sien de marier la théorie à la pratique. A la suite d'une liste impressionnante des principales implantations industrielles réalisées dans le canton de 1971 à 1977, avec indication de leur répartition par branches et par districts, M. Schneider constate que l'industrie fribourgeoise a poursuivi ses efforts de rationalisation, de mécanisation, de diversification, mais qu'elle a dû réduire ses effectifs (18 138 personnes en 1972, 14 521 en 1976). Lui aussi souligne le fait que plus de la moitié de la main-d'œuvre industrielle est dans la dépendance de centres de décisions situés hors du canton. Confédérés et étrangers font preuve de plus d'esprit d'initiative que les Fribourgeois. Cela n'a pas empêché le niveau de vie de doubler du père au fils depuis la fin de la guerre, ni onze groupes industriels fribourgeois d'avoir rayonné à l'extérieur. M. Schneider craint l'influence toujours plus marquée de mouvements écologistes extrémistes, et le conditionnement des enfants, à l'école déjà, dans le sens d'une aversion déplorable à l'égard de la croissance économique. Le mal gagne certains partis politiques qui tracent le développement industriel de leur programme, comme ces commerçants qui ont biffé «denrées coloniales» sur leur papier à lettre. Si l'on ajoute à cela la tendance de nombreux jeunes gens à rechercher la sécurité avant tout au sein du secteur public, on fera bien de ne pas se désintéresser de ces problèmes.

Enfin, M. le professeur Jacques Pasquier se livre à un essai de prévision et de prospective — en distinguant judicieusement l'une de l'autre — du revenu cantonal fribourgeois. Il s'inspire des travaux antérieurs publiés sous la direction de M. le professeur Gaudard, et les prolonge. Il prévoit ainsi que le revenu cantonal fribourgeois passera de 2,413 milliards en 1976 à 2,602 en 1978. Dans les conclusions du forum, il est notamment mentionné que les participants au colloque sont unanimes à estimer que le développement ne peut se poursuivre sans le concours de firmes extérieures, et que l'immense majorité des citoyens du canton sont encore favorables à de nouvelles implantations industrielles. Quant aux grands axes de communications routières en construction, il est difficile de dire d'ores et déjà dans quelle mesure leurs effets positifs l'emporteront sur les désavantages que certains leur attribuent.

La meilleure preuve du grand intérêt d'une telle étude est les réactions qu'elle ne manque pas de susciter chez les lecteurs. Parmi ceux-ci, certains estimeront peut-être que l'ouvrage fait preuve, parfois, d'un pessimisme exagéré. Certes, le revenu moyen de ce canton agricole demeure sensiblement inférieur à la moyenne helvétique. Mais ne faudrait-il pas, comme déjà dit, se référer au revenu réel plutôt que nominal? Et la sous-imposition fiscale des agriculteurs ne dissimule-t-elle pas un revenu plus élevé, surtout dans un canton où les structures agricoles sont plus avancées que dans le reste de la Suisse? D'autre part, l'intérêt des comparaisons intercantionales est certain, mais néanmoins relatif. Le canton suisse moyen n'existe pas davantage que le ménage moyen de 2,67 enfants.

FRANÇOIS SCHALLER

La France économique 1976–1977 ¹

Cet annuaire est bien davantage qu'un résumé des événements de ces deux années ainsi qu'une représentation statistique de l'économie française. Seize auteurs, dont certains sont parmi les plus représentatifs du courant de la pensée française contemporaine, étudient

l'évolution économique à la lumière des théories modernes. De telles analyses sont passionnantes, et tout économiste tirera le plus grand profit de cette lecture. Chacune des seize études est d'une densité telle qu'il ne peut être malheureusement question de rendre compte ici, ne fût-ce que de l'essentiel.

Faisant suite à l'avant-propos de Claude Ponsard, le professeur J.-L. Guglielmi s'en prend vigoureusement aux actes de foi des disciples de Friedman et à l'invasion du monétarisme non seulement dans la pensée, mais dans les politiques économiques adoptées par la plupart des pays de l'Occident. Selon lui, la prétention de régler l'économie par la monnaie apparaît comme un songe creux, une dangereuse illusion. On accorde à présent aux agrégats monétaires une importance imméritée. Ni le chômage, ni l'inflation, ni la trop faible croissance économique, ni les fluctuations sur le marché des changes ne sont dus à des facteurs exclusivement ou même principalement monétaires. Au plus, une politique monétaire restrictive freinera les investissements et compromettra ainsi la croissance.

Le moteur de l'économie est dans les investissements productifs, et non ailleurs. Dans les pays où le potentiel de production est relativement faible (Grande-Bretagne, France, Italie), aucune politique purement monétaire ne parviendra jamais à juguler l'inflation, à supprimer le chômage ou à éviter la baisse du cours de la monnaie. Ces maux, le chômage en particulier, ont des causes économiques, non monétaires. C'est une grosse erreur que de privilégier la politique monétaire au détriment de l'importance primordiale qu'il convient d'attribuer aux structures de l'appareil de production. Là où ces structures favorisent l'investissement productif (Etats-Unis, Japon, RFA), la situation est nettement meilleure. Au lieu de fixer notre attention sur les mouvements des taux de l'intérêt ou même des coûts, nous ferions mieux de lutter contre le doute, le manque de confiance, la peur qui sont à l'origine du ralentissement ou même de l'arrêt des investissements.

Cette thèse est en bonne partie confirmée par l'examen de l'activité économique française en 1976, à laquelle se livre L. Vassille (administrateur de l'INSEE). La même opinion est encore soutenue par Mme F. Renversez (Paris-X) traitant de la situation des finances publiques en 1976. La peur de l'inflation entraîne chez les monétaristes un attachement impénitent à la neutralité budgétaire. Pourtant, il y eut déficit, non pas comme résultat d'une volonté de pratiquer une politique budgétaire, mais sous la pression des circonstances. Un tel déficit est *subi*, non *voulu*, et c'est là un élément d'importance primordiale pour l'explication économique. Le freinage de la demande publique s'est montré incapable de réduire le taux d'inflation. L'accroissement de la masse monétaire, en fait, a pu être contenu, mais la montée des prix fut persistante. Comme le dit Claude Ponsard, la balle est maintenant dans le camp des monétaristes.

Même opinion chez D. Blondel et J.-M. Parly (Paris-Dauphiné). C'est par le Plan Barre de septembre 1976 que la France rejoignit, avec une certaine solennité, le camp des pays appliquant les théories monétaristes. Simplement, une longue expérience de l'encadrement du crédit chez nos voisins leur fait préférer cette méthode au contrôle de M^1 fondé sur les dépôts tel qu'on le pratique en Suisse ou ailleurs. La thèse soutenue ici est du plus haut intérêt : les mesures prises pour contenir la croissance de la masse monétaire ont abouti, mais elles n'ont pas été contraignantes. Dès lors, de quoi s'agit-il ? D'une véritable politique ou d'une simple prévision ?

Michel Lutfalla nous livre un grand nombre d'indications techniques sur le marché financier français en 1976. Lucien Dorize parle des rapports entre l'économie générale d'un pays et le climat. Toujours au sujet de la sécheresse de 1976, F. Houillier s'étend sur l'économie agricole en 1976-1977. André Signora relève la faiblesse bien connue de la productivité de la sidérurgie française. Avec Mme M.-C. Pichery, on revient une nouvelle fois à la théorie classique de la baisse tendancielle du taux de profit. Quelle que soit la méthode d'évaluation retenue, la diminution de la rentabilité du capital est un fait depuis environ 1969-1970. La thèse d'Alain Cotta selon laquelle l'inflation serait due à un surinvestissement s'appuie sur des méthodes jugées ici contestables. L'accumulation du capital ne provoquerait pas moins la baisse de sa rentabilité. Cette accumulation est due à la substitution progressive du facteur capital au facteur travail, ceci pour des raisons bien connues. L'auteur paraît donner nettement la préférence aux investissements d'expansion, générateurs d'emplois, par rapport aux investissements de rationalisation qui suppriment des postes de travail. On nous pardonnera de dire qu'à terme, les dangers d'un tel raisonnement nous paraissent évidents.

Dans «Chômage et prix relatifs», J. Le Pottier observe d'abord que de 1955 à 1974, chômage et inflation ont varié douze fois dans le même sens et huit fois en sens contraire. C'est la condamnation par les faits et sans appel de la fameuse courbe de Phillips. Chômage et inflation ne sont pas l'antidote l'un de l'autre. Selon l'auteur, l'erreur est d'ailleurs de parler de la hausse des prix et du chômage en s'abstenant de préciser toujours quels sont les prix qui s'élèvent et quelles sont les formations professionnelles en surnombre. S'appuyant en partie sur la théorie de l'inflation par les différences de productivité de S.-C. Kolm, M. Le Pottier démontre qu'une forte corrélation existe entre le chômage et la dispersion des évolutions de prix. Il conclut en relevant que la lutte contre des augmentations de salaire non justifiées par l'accroissement de production est non seulement favorable à la stabilité des prix, mais encore à l'emploi. On s'en doutait, mais il est bon que cela soit prouvé par les chiffres.

B. Haudeville soutient que, dans la majorité des secteurs, l'effet de taille dans l'industrie française ne semble pas apporter les avantages qu'on imaginait jusqu'ici. Très originale paraît être la thèse soutenue par M. J.-P. Courthéoux et solidement étayée par les statistiques, selon laquelle la somme annuelle de travail accompli dans une nation est approximativement constante. Des compensations s'opèrent entre femmes et hommes, jeunes et vieux. Ni l'évolution démographique ni la politique sociale (réduction du temps de travail sous toutes ses formes) ne parviennent finalement à modifier cette somme de façon significative. Une telle conclusion mérite évidemment la plus sérieuse attention. Elle sera reprise par l'auteur dans «Le salaire minimum» (aux PUF, «Que sais-je?», 1978).

Après des considérations sur l'évolution de la fécondité et de la nuptialité par Claude Fontaine, Mme P. Arnaud-Ameller dresse la chronologie internationale de 1976, sur quoi s'achève un ouvrage dont on craint de n'avoir pu montrer en ces trop courtes lignes tout l'intérêt et toute l'originalité qu'il présente.

FRANÇOIS SCHALLER

¹ René Kästli : « Theorie der Preisdynamik. Untersuchungen zur Marktanpassung bei unvollständiger Information »; Verlag Paul Haupt, Berne, 1978; 149 p.

² Jacques Mazier : « La macro-économie appliquée »; Presses universitaires de France, Paris, 1978; 259 p.

³ E. Hobsbawm : « L'ère du capital (1848–1875) »; Fayard, Paris, 1978.

⁴ Orio Giarini, Henri Loubergé, Henri Schwamm : « L'Europe et les ressources de la mer »; Edit. Georgi, Saint-Saphorin, 1977; 173 p.

⁵ Jean-François Besson : « Economie publique. L'échange sans marché »; Presses Universitaires de France, Paris, 1978; 270 p.

⁶ Gaston Gaudard, Guy Macheret, Jacques Pasquier, Bernard Schneider, Jean Valarché : « Où en est l'économie fribourgeoise ? »; Colloques économiques n° 6; Edit. Universitaires, Fribourg, 1978; 115 p.

⁷ J.-L. Guglielmi, en collab. avec 15 auteurs : « Annuaire de la Revue d'économie politique. La France économique 1976–1977 »; Sirey, Paris 1977; 291 p.